



**COALITION FRANCAISE
POUR LA DIVERSITE CULTURELLE**

11bis, rue Ballu
75009 Paris

Monsieur le Président,
Cher Pascal Rogard,

Vous nous avez interpellés dans le cadre des élections européennes. Nous partageons votre constat. La crise qui traverse l'Europe n'est pas seulement économique et sociale, c'est aussi une crise des valeurs qui met tristement en lumière le fait, éminemment regrettable, que l'aventure européenne s'essouffle, par manque de volontarisme et de courage politique. Après la chute du Mur, la période du "Tout pour le marché" a triomphé et notre continent a peu à peu oublié les fondamentaux du projet européen que sont les libertés publiques, la paix, la dignité de la personne humaine, les valeurs culturelles et humanistes qui nous rassemblent. Les solidarités économiques sont importantes, certes, mais ne constituent pas un horizon suffisant.

Le projet européen peut être revivifié, nous en sommes comme vous convaincus, en particulier par la promotion de la Culture. Comme vous, nous voulons une Europe où l'échange et le dialogue interculturels, les politiques culturelles limiteraient les effets les plus pervers du marché et de la mondialisation.

La Culture est une valeur fondamentale de l'Union : nous devons la défendre. C'est une politique d'intérêt général enchâssée dans la Charte européenne des droits fondamentaux. Les programmes Culture, Media et Media Mundus, que nous avons voulu les plus ambitieux possibles, soutiennent, bien sûr, le secteur culturel européen mais ce n'est pas suffisant.

À l'heure de la globalisation, la Culture peut apporter une contribution essentielle si on l'y aide : en continuant de promouvoir la diversité culturelle et le dialogue interculturel; en catalysant la créativité, si forte sur notre continent; en reconnaissant la Culture comme élément indispensable dans les relations extérieures de l'Union. En prenant aussi en compte la spécificité de la Culture dans les échanges commerciaux, pour que soit respectée la diversité culturelle afin que ne se reproduise pas l'épisode fâcheux qui a vu s'affronter opposants et partisans de l'exclusion de l'audiovisuel dans l'accord transatlantique.

Car nous constatons, comme vous, que la Commission européenne a une approche très réductrice de la Culture, malgré son poids économique important et son rôle social majeur. Elle a mis en danger la diversité culturelle dans le cadre des négociations engagées entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Nous avons réussi à la préserver dans le combat que nous avons mené, avec Aurélie Filippetti, ministre de la Culture, au côté des professionnels de votre secteur. Mais nous devons rester vigilants quant à toute menace future.

Aujourd'hui, la construction européenne ne remporte plus l'adhésion des citoyens, qui expriment de plus en plus leur défiance à son encontre. Les extrémistes, les nationalistes et populistes tentent de défaire l'Europe. Nous devons les endiguer. C'est pourquoi au volet économique et monétaire, nous voulons ajouter le volet politique, celui des politiques en faveur des Européens, celui d'une Europe sociale et protectrice pour que ce beau projet, humain et culturel fasse à nouveau sens. C'est pourquoi, nous nous sommes battus pour sauver le programme de mobilité étudiante Erasmus, car il participe largement à la conscience d'une identité européenne.

La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles est au cœur des programmes communautaires pour la Culture. L'Union européenne doit continuer de soutenir les projets artistiques et culturels qui font vivre l'esprit européen, mais elle doit aussi, comme vous le soulignez, renforcer la démocratisation culturelle et faciliter l'accès aux œuvres du plus grand nombre, soutenir la diversité des créations et des expressions culturelles à l'heure du numérique.

Nous voulons également pour soutenir la Culture, et c'est un point central de notre programme, imposer les entreprises dans le pays où elles exercent leurs activités. Certains géants industriels, et notamment ceux du Net, sont passés maîtres dans l'art d'éviter toute imposition. C'est pourquoi nous demandons une action coordonnée au niveau européen pour faire participer par leur impôt les entreprises aux financements des dépenses publiques, qui comprennent la Culture, la création et les réseaux de diffusion. Il reste à formuler juridiquement le principe "on paie là où on fait des affaires", et nous sommes convaincus qu'avec la volonté politique de Martin Schulz, s'il parvenait à la tête de la Commission, l'UE pourrait avancer très vite sur ce dossier.

Nous voulons aussi, parce qu'il y a urgence, défendre notre patrimoine européen, et en particulier celui touché en son cœur par la crise et les restrictions budgétaires. Pouvons-nous laisser Pompéi et Herculaneum, les fortifications de Vauban, à la merci des ronces, des dégradations du temps et des caleuses? Face aux menaces qui planent sur notre héritage collectif, nous ne pouvons pas laisser disparaître notre Histoire commune.

Du rôle de la Culture dans le développement régional et local, à la place de la Culture dans la politique d'élargissement et dans les relations extérieures; de la coopération avec le reste du monde, de notre ambition de rester le centre le plus fécond de la création, du savoir et de la connaissance, aucun champ ne saurait être oublié. Car secteur populaire ou de pointe, la Culture est à la fois créatrice d'identités, d'emplois, d'économie et de lien social. Elle doit relever d'une plus grande responsabilité communautaire, dans le respect des prérogatives de chaque Etat quant au soutien à la création. Des politiques culturelles volontaristes doivent être mises en place au-delà du programme Europe Créative. Nous y veillerons. Nous voulons par exemple, créer un fond d'aide européen à la création artistique, préserver les droits des artistes à l'ère du numérique, imaginer un CNC européen, et mettre en œuvre le Pacte

européen pour la Culture pour lequel vous militez aussi.

Nous serons, soyez-en certains, particulièrement attentifs à tout ce qui pourrait porter atteinte à la diversité culturelle, à la juste protection des droits et de la rémunération des créateurs, ainsi qu'à la richesse de la création européenne. C'est pourquoi nous soutenons votre appel, qui sera signé par nos candidats et serons à vos côtés dans les combats futurs.

Veillez croire, Monsieur le Président, Cher Pascal Rogard, en nos fidèles salutations.

Philip Cordery,
Secrétaire national à l'Europe
Parti socialiste